

Discours de Madame Arundhati Roy prononcé lors de la remise du Prix Européen de l'Essai le 12 septembre 2023.

Je remercie la Fondation Charles Veillon de me faire l'honneur de me décerner le Prix européen de l'essai 2023. Il se pourrait que vous ne voyez pas, de prime abord, comme je suis ravie de le recevoir. Pourtant il se pourrait même que je jubile.

Ce qui me comble le plus, c'est qu'il s'agit d'un prix remis pour la littérature. Pas pour la paix. Pas pour la culture ou la liberté culturelle mais pour la littérature. Pour l'écriture. Celle du genre d'essais que j'écris et que j'ai écrits au cours des 25 dernières années. Ils ont retracé, étape par étape, la descente de l'Inde (bien que certains y voient une ascension) vers le majoritarisme d'abord, puis vers le fascisme pur et dur. Oui, nous continuons à organiser des élections et, pour cette raison, le message du Bhartiya Janata Party (BJP) au pouvoir, qui prône le suprémacisme hindou, a été diffusé sans relâche auprès d'une population de 1,4 milliard d'habitants dans le but de s'assurer la fidélité des électeurs. Par conséquent, les élections annoncent la saison des meurtres, des lynchages et des appels du pied à destination de certains groupes d'individus, la période la plus dangereuse pour les minorités indiennes, les musulmans et les chrétiens en particulier.

Ce ne sont plus seulement nos dirigeants que nous devons craindre mais toute une partie de la population. La banalité du mal, sa normalisation s'affiche désormais dans nos rues, dans nos salles de classe et dans de très nombreux espaces publics. La presse grand public et les centaines de chaînes d'information diffusées vingt-quatre heures sur vingt-quatre ont été mises au service de la cause du majoritarisme fasciste. La constitution indienne a été bel et bien écartée. Le code pénal indien est en cours de réécriture. Si le parti actuellement au pouvoir obtient la majorité en 2024, il est très probable qu'une nouvelle constitution voie le jour. Un redécoupage des circonscriptions électorales couramment appelé « délimitation », une sorte de « gerrymandering » telle qu'il existe aux États-Unis d'Amérique, devrait être lancé, donnant plus de sièges parlementaires aux États hindiphones du nord de l'Inde, où le BJP est solidement ancré. Cela suscitera un vif ressentiment dans les États du sud et pourrait entraîner une balkanisation de l'Inde. Même dans le cas improbable d'une défaite électorale du BJP, le poison suprématiste a déjà pénétré en profondeur et infecté toutes les institutions publiques censées superviser l'équilibre des pouvoirs. Il n'y a aujourd'hui pratiquement plus de contrepouvoir, à l'exception d'une Cour suprême affaiblie et discréditée.

Permettez-moi de vous remercier encore une fois pour ce prix très prestigieux et pour la reconnaissance de mon travail, bien que je doive avouer que recevoir un prix pour l'ensemble de sa carrière me rappelle que les années ont passé. Je vais devoir admettre que je suis vieille. On pourrait dire qu'il y a une ironie profonde à recevoir un prix pour des écrits qui pendant 25 ans ont cherché à alerter sur le changement de cap de notre pays, alors que personne n'en a jamais tenu compte mais qu'ils ont, au contraire, souvent fait l'objet de moqueries et de critiques par les libéraux et ainsi que par celles et ceux qui se déclaraient « progressistes ». Néanmoins, le temps des avertissements est aujourd'hui révolu. Nous sommes entrés dans une autre partie de l'histoire. En tant qu'autrice, je ne peux qu'espérer que mes écrits témoigneront de ce chapitre très sombre que traverse l'Inde. J'espère que les travaux d'autres personnes, comme moi, perdureront et que l'on se souviendra que nous n'étions pas tous et toutes d'accord avec ce qui se passait.

Ma vie d'essayiste n'était pas prévue. Elle est arrivée, tout simplement.

Mon premier livre, *Le Dieu des Petits Riens*, est un roman publié en 1997. Nous fêtons alors le cinquantième anniversaire de l'indépendance que l'Inde avait arrachée au colonialisme britannique. La guerre froide était terminée depuis huit ans et le communisme soviétique avait été enterré dans les décombres de la guerre afghano-soviétique. Nous entrions dans ce monde unipolaire dominé par les États-Unis d'Amérique, où le capitalisme apparaissait comme le vainqueur incontesté. L'Inde s'alignait sur les États-Unis d'Amérique et ouvrait ses marchés aux capitaux privés. Le libre marché chantait les louanges de la privatisation et de l'ajustement structurel. L'Inde s'asseyait à la table des grands. En 1998, un gouvernement nationaliste hindou dirigé par le BJP est alors arrivé au pouvoir. La première décision prise par ce gouvernement fut de mener une série d'essais nucléaires. Elle fut acclamée par la majorité de la population, dont des écrivains, des artistes et des journalistes, en des termes nationalistes virulents et chauvins. Ce qui était avant acceptable dans le débat public a soudainement changé.

À l'époque, je venais de remporter le Booker Prize pour mon roman. J'étais vue, bien malgré moi, comme l'une des ambassadrices culturelles de cette nouvelle Inde agressive. J'apparaisais sur la couverture des magazines les plus prestigieux. Je savais qu'en ne disant mot, je donnerais l'impression d'être en accord avec tout ce qui se passait. J'ai donc compris que se taire était aussi politique que s'exprimer. J'ai compris qu'en parlant, je mettrais fin à cette idylle avec le monde de la littérature. Qui plus est, j'ai compris que si je n'écrivais pas ce en quoi je croyais, quelles qu'en fussent les conséquences, je deviendrais ma pire ennemie et je ne serais peut-être plus jamais capable d'écrire. J'ai donc écrit pour sauver mon écriture. Mon premier essai, *The End of Imagination (La Fin de l'Imagination)*, a été publié simultanément dans deux prestigieux magazines à grand tirage, Outlook et Frontline. J'ai immédiatement été perçue comme une traîtresse antinationale. Ces insultes représentaient à mes yeux une récompense aussi prestigieuse que le Booker Prize. J'ai alors entamé un long voyage d'écriture à parler des barrages, des fleuves, des déplacements de populations, des castes, de l'exploitation minière, de la guerre civile ; un voyage qui m'a permis d'en apprendre plus et d'entremêler ma fiction et ma non-fiction si étroitement qu'elles sont indissociables.

Je vais lire un bref extrait de l'un des essais figurant dans mon livre, *Azadi*, qui parle de la manière dont ces essais vivent au monde. Il s'intitule *La Langue de la littérature*.

Quand les essais ont été publiés (d'abord dans des hebdomadaires à large diffusion, puis sur Internet, et finalement en livres), ils ont été considérés avec une suspicion ombrageuse, du moins dans certains milieux, souvent même par des lecteurs qui n'étaient pas forcément en désaccord avec les opinions politiques exprimées. Leur écriture ne s'alignait pas sur ce que les conventions considèrent comme de la littérature. Cette réaction était compréhensible, notamment de la part des amateurs de taxinomie qui ne parvenaient pas à définir de quoi il s'agissait exactement – pamphlet ou polémique, article de recherche ou de journalisme, récit de voyage ou aventurisme littéraire pur et simple ? Pour certains, ce n'était tout simplement pas de l'écriture : « Oh, pourquoi avez-vous cessé d'écrire ? disaient-ils. Nous attendons votre prochain livre. » D'autres s'imaginaient que j'étais une plume à louer. Toutes sortes d'offres m'étaient adressées : « Mon chou, j'ai aimé ce papier que tu as écrit sur les barrages, pourrais-tu m'en faire un sur la maltraitance infantile ? » (Je n'invente rien.) On (des hommes de castes supérieure, en général) m'a sévèrement chapitrée sur la façon dont je devais écrire, les sujets que je devais traiter, le ton que je devais adopter.

Ailleurs, cependant – disons, hors des sentiers battus -, les essais ont été rapidement traduits en d'autres langues indiennes, imprimés sous forme de brochures et distribués gratuitement dans les forêts et les vallées, dans des villages en butte à des attaques, sur les campus, où les étudiants ne supportaient plus qu'on leur mente. Ces lecteurs de la première ligne de front, déjà léchés par les flammes qui gagnent du terrain, avaient une idée complètement différente de ce qu'est ou devrait être la littérature.

Si je fais part de ces formes de réception, c'est qu'elles m'ont appris que la place de la littérature est déterminée par les écrivains et les lecteurs. Sous un certain angle, c'est une cabane fragile et pourtant indestructible. Quand elle est détruite, nous la rebâtissons. Car nous avons besoin de refuge. J'aime beaucoup l'idée qu'on ait besoin de la littérature. De littérature qui offre un abri, un abri contre toutes sortes de choses.

Aujourd'hui, il est impensable qu'un média grand public, vivant de la publicité des entreprises privées, publie de tels essais en Inde. Au cours des vingt dernières années, le marché libéralisé, le fascisme et la presse dite libre se sont accordés pour amener l'Inde à une situation telle qu'elle ne saurait en aucun cas être qualifiée de démocratique.

En janvier de cette année, deux événements ont offert la meilleure illustration de cet état de fait. La BBC a diffusé un documentaire en deux parties intitulé *India : The Modi Question (Inde : le cas Modi)* et, quelques jours plus tard, Hindenburg Research, une petite entreprise états-unienne spécialisée dans la vente à découvert militante, a publié ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Rapport Hindenburg, un exposé détaillé des malversations révoltantes orchestrées par le groupe Adani, la plus grande société indienne.

La conjonction BBC-Hindenburg a été présentée par les médias indiens comme une attaque contre les deux « tours jumelles » de l'Inde : le Premier ministre Narendra Modi et le plus grand industriel du pays, Gautam Adani, qui, jusqu'à récemment,

était le troisième homme le plus riche du monde. Les accusations portées contre eux ne l'étaient pas à demi-mot. Le reportage de la BBC montre comment Modi a encouragé un massacre. Le Rapport Hindenburg accuse Adani d'avoir mené « la plus grande escroquerie de l'histoire du secteur privé ». Le 30 août, le Guardian et le Financial Times ont publié des articles accablants qui s'appuient sur des documents obtenus par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project qui corroborent Le Rapport Hindenburg. Les agences d'investigation indiennes et la plupart des médias indiens ne sont pas en mesure de mener des enquêtes sur de tels faits ni d'en publier les conclusions. Lorsque les médias étrangers s'y attellent, rien de plus facile, dans l'atmosphère actuelle de pseudo-hyper-nationalisme, que de les qualifier d'attaque contre la souveraineté de l'Inde.

Le premier épisode du reportage de la BBC, *The Modi Question*, se penche sur le pogrom antimusulman de 2002 qui a éclaté dans l'État du Gujarat après que des musulmans ont été désignés comme responsables de l'incendie d'un wagon dans lequel 59 pèlerins hindous ont été brûlés vifs. Modi venait d'être nommé, et non élu, Premier ministre de cet État quelques mois seulement avant le massacre. Ce documentaire ne s'intéresse pas qu'aux meurtres mais aussi aux 20 années de combat que certaines victimes ont dû mener dans le système judiciaire labyrinthique de l'Inde, en gardant la foi, en espérant que justice soit rendue et que les responsables politiques rendent compte de leurs actes. Il produit des témoignages, dont le plus poignant est celui d'Imtiyaz Pathan, qui a perdu dix membres de sa famille lors du « massacre de la société Gulbarg », au cours duquel soixante personnes ont été assassinées par la foule déchaînée. Parmi les victimes, on compte un ancien parlementaire, Ehsan Jaffri, qui a été démembré et brûlé vif. Il s'était politiquement opposé à Modi et avait fait campagne contre lui lors de récentes élections. Il s'agit là d'un des nombreux effroyables massacres qui ont eu lieu pendant ces quelques jours dans le Gujarat.

Une autre tuerie, dont on ne parle pas dans ce film, est le viol collectif de Bilkis Bano, âgée de 19 ans, et le meurtre de 14 membres de sa famille, dont sa fille de 3 ans. En août dernier, à l'occasion de la fête de l'indépendance, alors que Modi s'adressait à la nation en soulignant l'importance des droits des femmes, ce même jour, son gouvernement a gracié les violeurs et meurtriers de Bilkis et de sa famille, qui avaient été condamnés à la prison à perpétuité. Ils avaient jusque-là purgé la majeure partie de leur peine en liberté conditionnelle. C'était désormais des hommes libres. Ils ont été accueillis avec des colliers de fleur à leur libération et sont devenus des membres respectés de la société qui côtoient les responsables politiques du BJP lors d'événements publics.

Le documentaire de la BBC a dévoilé un rapport interne commandé par le ministère britannique des Affaires étrangères en avril 2002, qui n'avait pas été rendu public jusqu'à présent. Ce rapport d'enquête estimait qu'« au moins 2000 » personnes avaient été assassinées. Il qualifie le massacre de pogrom planifié qui présente « toutes les caractéristiques d'un nettoyage ethnique ». Il précise que des personnes de confiance ont affirmé que la police avait reçu l'ordre de ne pas s'interposer. Le rapport rejette toute la responsabilité sur Modi. Suite au pogrom du Gujarat, les États-Unis d'Amérique lui ont refusé un visa. Par la suite, Modi a remporté trois

élections consécutives et a poursuivi son mandat de Premier ministre du Gujarat jusqu'en 2014. L'interdiction a été levée lorsqu'il est devenu Premier ministre de l'Inde.

Le gouvernement Modi a interdit ce documentaire. Tous les réseaux sociaux se sont soumis à l'interdiction et ont supprimé tous les liens et références au film. Quelques semaines après sa diffusion, la police a bloqué les bureaux de la BBC qui ont été perquisitionnés par des agents des impôts.

Le Rapport Hindenburg accuse le groupe Adani de s'être impliqué dans un « système honteux de manipulation des actions et de fraude comptable » qui, par l'intermédiaire d'entités écrans offshore, a artificiellement surestimé ses principales sociétés cotées en bourse et gonflé la fortune de son président. Selon le rapport, sept de ces sociétés sont surévaluées à hauteur de 85%. Modi et Adani se connaissent depuis des décennies. Leur amitié s'est consolidée après le pogrom du Gujarat de 2002. À l'époque, une grande partie de la société indienne, y compris le secteur privé, était horrifiée par les massacres commis au grand jour et les viols massifs de musulmans mis en scène dans les rues des villes et des villages du Gujarat par des milices hindoues autoproclamées assoiffées de « vengeance ». Gautam Adani a soutenu Modi. Avec un petit groupe d'industriels du Gujarat, il a créé une nouvelle plateforme réservée aux hommes d'affaires. Ils y ont dénoncé les critiques adressées à Modi et lui ont apporté leur soutien alors qu'il se lançait dans une nouvelle carrière politique en se présentant comme « Hindu Hriday Samrat », l'empereur des cœurs hindous. Ainsi a vu le jour ce que l'on appelle le modèle de « développement » du Gujarat : un nationalisme hindou violent soutenu par l'argent des grandes entreprises.

En 2014, après trois mandats au poste de Premier ministre du Gujarat, Modi a été élu Premier ministre de l'Inde. Il s'est rendu à la cérémonie de prestation de serment à Delhi à bord d'un jet privé dont la carlingue arborait le nom d'Adani. Au cours des neuf années pendant lesquelles Modi a veillé au destin de l'Inde, Adani est devenu l'homme le plus riche du monde. Sa fortune est passée de 8 à 137 milliards de dollars. Pour la seule année 2022, il a gagné 72 milliards de dollars, soit plus que les revenus combinés des neuf milliardaires suivants sur la liste. Le groupe Adani contrôle aujourd'hui une douzaine de ports maritimes qui assurent le transport de 30% du fret indien, sept aéroports qui accueillent 23% des passagers aériens de l'Inde et des entrepôts qui renferment à eux tous 30% des céréales du pays. Il possède et exploite des centrales électriques qui comptent parmi les plus grands générateurs d'électricité privés du pays.

Certes, Gautam Adani est l'un des hommes les plus riches du monde mais si l'on observe la campagne du BJP lors des élections, nous ne sommes pas seulement en présence du parti politique le plus riche de l'Inde, mais peut-être même le plus riche du monde. En 2016, le BJP a créé le système des obligations électorales pour permettre aux entreprises de financer les partis politiques sans que leur identité ne soit rendue publique. Il est devenu le parti qui récolte de loin la plus grande part de financement venant du secteur privé. Apparemment, les « tours jumelles » reposent sur des fondations communes.

Tout comme Adani a soutenu Modi quand il traversait des périodes difficiles, le

gouvernement de Modi a aussi soutenu Adani et a refusé de répondre à toute question posée par les parlementaires de l'opposition, allant même jusqu'à faire disparaître leurs interventions des comptes-rendus du Parlement.

Pendant que le BJP et Adani accumulaient des fortunes, Oxfam a affirmé dans un rapport accablant qu'en Inde, les 10% les plus riches détiennent 77% de la richesse nationale totale. 73% de la richesse générée en 2017 est allée dans les poches des 1% les plus riches, tandis que 670 millions d'Indiens, qui constituent la moitié la plus pauvre de la population, n'ont vu leur richesse augmenter que de 1%. Alors que l'Inde est reconnue comme une puissance économique disposant d'un énorme marché, la majeure partie de ses citoyens vit dans une pauvreté écrasante. Des millions de personnes ne subsistent que grâce à des rations de survie sur les emballages desquelles figure le visage de Modi. L'Inde est un pays très riche dont la population est très pauvre. Une des sociétés les plus inégales au monde. Pour son malheur, Oxfam Inde a également fait l'objet d'une perquisition. Amnesty International et beaucoup d'autres ONG considérées comme gênantes en Inde ont été harcelées jusqu'à ce qu'elles décident de cesser leurs activités.

Rien de tout cela n'a ému les dirigeants des démocraties occidentales. Quelques jours après la conjonction Hindenburg-BBC, suite à des réunions qualifiées de « chaleureuses et productives », le Premier ministre Modi, le président Joe Biden et le président Emmanuel Macron ont annoncé que l'Inde achèterait 470 avions Boeing et Airbus. Joe Biden a déclaré que cet accord créerait plus d'un million d'emplois aux États-Unis d'Amérique. Les Airbus seront équipés de moteurs Rolls Royce. « La prospérité du secteur aérospatial britannique n'a de limite que le ciel », a déclaré le Premier ministre Rishi Sunak.

En juillet, Modi s'est rendu aux États-Unis d'Amérique pour une visite d'État et il a été l'invité d'honneur des célébrations du 14 juillet en France. Comment est-ce donc possible ? Macron et Biden l'ont flatté de la manière la plus embarrassante qui soit, sachant pertinemment que leur attitude serait une manne pour la campagne des élections législatives indiennes de 2024, au cours desquelles Modi se présentera pour un troisième mandat. Ils ne sont pas sans savoir qui ils embrassent.

Ils ne sont pas sans savoir quel rôle a tenu Modi dans le pogrom du Gujarat. Ils ne sont pas sans savoir la régularité écœurante avec laquelle les musulmans sont lynchés en public, de la façon dont certains coupables de ces lynchages ont reçu des colliers de fleur des mains d'un membre du gouvernement Modi et l'empressement avec lequel les musulmans sont victimes de ségrégation et de ghettoïsation. Ils ne sont pas sans savoir que des centaines d'églises ont été incendiées par des milices hindoues autoproclamées.

Ils ne sont pas sans savoir que des membres de l'opposition, des étudiants, des militants des droits de l'homme, des avocats et des journalistes sont traqués, que certains ont été condamnés à de lourdes peines de prison, que des universités sont prises d'assaut par des policiers et des nationalistes hindous au passé douteux,

que les manuels d'histoire sont réécrits, que des films sont interdits, qu'Amnesty International Inde a dû cesser ses activités, que les bureaux indiens de la BBC ont été perquisitionnés, que des militants, des journalistes et des opposants au gouvernement figurent sur de mystérieuses listes leur interdisant de prendre l'avion et que les universitaires, qu'ils soient indiens ou étrangers, font l'objet de pressions.

Ils ne sont pas sans savoir que l'Inde se classe désormais au 161^e rang sur 180 pays en matière de liberté de la presse, que nombre des meilleurs journalistes indiens ont été chassés des grands médias et que tous les journalistes pourraient bientôt être soumis à un régime de censure réglementaire par lequel un organisme nommé par le gouvernement aura le pouvoir de décider si les reportages et les commentaires des médias relatifs au dit gouvernement sont faux ou trompeurs, et que la nouvelle loi sur les technologies de l'information vise à étouffer toute dissidence sur les réseaux sociaux. Ils ne sont pas sans savoir qu'il existe des milices hindoues autoproclamées violentes qui brandissent leurs épées en appelant régulièrement et ouvertement à l'anéantissement des populations musulmanes et au viol des femmes musulmanes.

Ils ne sont pas sans savoir que l'État du Cachemire a été soumis au début de l'année 2019 à une coupure des télécommunications qui a duré un mois, la plus longue coupure d'Internet dans une démocratie, et que les journalistes y sont victimes de harcèlements, d'arrestations et d'interrogatoires. Personne au XXI^e siècle ne devrait avoir à vivre comme eux, le couteau sous la gorge.

Ils ne sont pas sans savoir que la modification de la loi sur la citoyenneté, adoptée en 2019, est ouvertement discriminatoire à l'égard des musulmans, qu'elle a déclenché des manifestations massives et que ces manifestations n'ont pris fin qu'après que des dizaines de musulmans ont été tués l'année suivante par des foules d'hindous hors de contrôle à Delhi, pendant que le président Donald Trump était d'ailleurs en visite officielle dans cette même ville et qu'il s'est bien gardé de tout commentaire. Ils ne sont pas sans savoir comment la police de Delhi a forcé de jeunes musulmans gravement blessés, allongés dans la rue, à chanter l'hymne national indien tout en les poussant et en les rouant de coups de pied. L'un d'entre eux en est mort.

Ils ne sont pas sans savoir qu'au moment même où ils honoraient Modi, des musulmans fuyaient une petite ville de l'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, après que des extrémistes hindous affiliés au BJP eurent marqué leurs portes d'un X en les poussant à fuir. On parle ouvertement d'un Uttarakhand « sans musulmans ». Ils ne sont pas sans savoir que lorsque Modi dirigeait l'État de Manipur, dans le nord-est de l'Inde, cette région a sombré dans une guerre civile barbare, balayé par une forme de nettoyage ethnique. Les plus hautes instances sont complices, le gouvernement de cet État est partial, la sécurité est du ressort de la police et d'autres forces qui ignorent la voie hiérarchique. Internet a été coupé. Il faut des semaines pour en exfiltrer des informations.

Pourtant, les grandes puissances mondiales choisissent de donner à Modi les coudées franches pour détruire le tissu social du pays et mettre l'Inde à feu et à sang. Pour moi, il s'agit là d'une forme de racisme. Ils se prétendent démocrates mais ils sont

racistes. Ils ne pensent pas que les « valeurs » qu'ils prônent devraient s'appliquer aux pays non blancs. Rien de nouveau sous le soleil, évidemment. C'est une vieille rengaine.

Pourtant cela n'a aucune d'importance. Nous mènerons notre propre combat et nous finirons par reconquérir notre pays. Cependant, s'ils imaginent que le démantèlement de la démocratie en Inde ne va pas dépasser ses frontières, ils se bercent vraiment d'illusions.

Pour tous celles et ceux qui croient que l'Inde est encore une démocratie, sachez ce qui s'est produit au cours des derniers mois. C'était mon propos lorsque j'ai annoncé que nous étions entrés dans un nouveau chapitre de l'histoire. Le temps des avertissements est révolu et nous devons avoir peur de certains groupes de population autant que de nos dirigeants :

À Manipur, où la guerre civile fait rage, la police, qui est entièrement partisane, a livré deux femmes à la foule pour qu'elles puissent être exhibées nues dans un village puis violées collectivement. L'une d'entre elles a vu son jeune frère se faire assassiner sous ses yeux. Des femmes appartenant à la même communauté que les violeurs ont encouragé ces derniers et ont même poussé les hommes de leur famille à participer au viol.

Dans le Maharashtra, un agent de la Force de protection des chemins de fer muni d'une arme à feu a arpenté le couloir d'un train, tirant sur des passagers musulmans et appelant les gens à voter pour Modi.

Un milicien hindou extrêmement populaire, souvent photographié en compagnie de responsables politiques et de policiers de haut rang, a appelé les hindous à participer à une marche religieuse dans un quartier à majorité musulmane densément peuplé. Il est toujours en liberté bien qu'il soit le principal accusé dans le meurtre de deux jeunes musulmans qui ont péri attachés à un véhicule et brûlés vifs, en février dernier. Dans la ville de Nuh, proche de Gurgaon, où de grandes entreprises internationales ont installé leurs bureaux, les hindous qui participaient à une marche portaient des mitrailleuses et des épées. Les musulmans ont dû se défendre seuls. Comme on pouvait s'y attendre, la marche s'est terminée dans le sang. Six personnes ont été tuées. Un imam de 19 ans a été massacré dans son lit, sa mosquée a été vandalisée et brûlée. La réponse de l'État a été de raser tous les quartiers musulmans les plus pauvres et de provoquer la fuite de centaines de familles qui tentaient ainsi de sauver leur vie.

Le Premier ministre ne s'est pas exprimé à ce sujet. C'est la période électorale. En mai prochain, se tiendront des élections législatives. Tout cela fait partie d'une campagne électorale. Nous nous préparons à de nouvelles effusions de sang, à des massacres, à de fausses attaques visant à stigmatiser une partie de la population, à des simulacres de guerre et à tout ce qui peut contribuer à polariser davantage un peuple qui l'est déjà tant.

Je viens de regarder une courte vidéo qui fait froid dans le dos, filmée dans une salle de classe d'une petite école. L'enseignante demande à un enfant musulman de la rejoindre à son bureau et de se tenir debout, et elle demande aux autres élèves, des garçons hindous, de s'approcher un par un et de le gifler. Elle réprimande ceux qui ne l'ont pas frappé assez fort. Jusqu'à présent, les hindous de ce village et la police ont fait pression sur sa famille musulmane pour qu'elle ne porte pas plainte. Les frais de scolarité du garçon musulman ont été remboursés et il a été retiré de l'école.

Ce qui se passe en Inde n'est pas une sorte de pseudo-fascisme que l'on ne voit qu'en ligne. Il s'agit d'un véritable fascisme. Nous sommes devenus des nazis. Ce sont nos dirigeants, nos chaînes de télévision et nos journaux, ainsi que de vastes pans de notre société. Un grand nombre d'Indiens hindous vivant aux États-Unis d'Amérique, en Europe et en Afrique du Sud soutiennent politiquement et matériellement ces fascistes. Pour le bien de nos âmes, de celles de nos enfants et des enfants de nos enfants, nous devons nous dresser. Peu importe que nous échouions ou que nous réussissions. Cette responsabilité n'incombe pas seulement à l'Inde. Bientôt, si Modi gagne en 2024, toute possibilité de dissidence disparaîtra. Aucun d'entre vous, ici présent, ne doit prétendre qu'il ou elle ne savait pas ce qui se passait.

Si vous me le permettez, je terminerai en lisant une partie de mon premier essai, *The End of Imagination (La Fin de l'imagination)*. Il s'agit d'une conversation avec un ami sur la question de l'échec et elle constitue mon manifeste personnel d'écrivaine :

Je lui ai dit que, en tout état de cause, cette façon qu'elle avait de voir les choses était superficielle, et peu fondée cette idée selon laquelle une personne voyait la courbe de son bonheur, ou disons de son accomplissement, atteindre un sommet (pour inévitablement redescendre ensuite) en raison d'une rencontre accidentelle avec le « succès ». C'était présupposer de manière bien peu imaginative que gloire et richesse constituent la trame obligatoire de tous les rêves.

« Tu as vécu trop longtemps à New York, lui ai-je dit. Il existe d'autres mondes. D'autres rêves. Des rêves dans lesquels l'échec a sa place. Où il est honorable et vaut parfois qu'on le recherche. Des mondes dans lesquels la renommée n'est pas la seule aune à laquelle juger l'excellence ou la valeur d'un individu. Je connais et suis capable d'apprécier des tas de guerriers, des tas de militants qui ont bien plus de valeur que moi, qui partent au combat tous les matins, sachant par avance que l'échec les attend. Certes, leur « réussite », au sens le plus commun du terme, est moindre, mais cela ne signifie pas qu'ils ont échoué sur le plan humain. Le seul rêve qui vaille, lui ai-je dit, c'est de rêver que l'on va vivre tant que l'on sera en vie et que l'on ne mourra que quand on sera mort. » (Prescience de ma part ? Peut-être.)

« Qu'est-ce que tu entends au juste par-là ? (Les sourcils en accent circonflexe, l'air un peu irrité.) J'ai essayé de m'expliquer, sans grand succès. J'ai parfois besoin d'écrire pour penser clairement. Et c'est ce que j'ai fait, sur une serviette en papier, que je lui ai donnée. Voici ce que j'ai écrit : Aimer. Être aimé. Ne jamais perdre de vue sa propre insignifiance. Ne jamais s'habituer à la violence sans bornes ni aux flagrantes disparités du monde où nous vivons. Chercher la joie dans les endroits les plus tristes. Traquer le beau dans sa tanière. Ne jamais simplifier ce qui est compliqué ni compliquer ce qui est simple. Respecter la force, mais surtout pas le pouvoir. Par-dessus tout, être aux aguets. Essayer de comprendre. Ne jamais détourner les yeux. Et ne jamais, surtout, ne jamais oublier.

Permettez-moi de vous remercier une nouvelle fois pour l'honneur que vous me faites en me décernant ce prix. J'ai particulièrement adoré le passage où il est dit qu'« Arundhati Roy utilise l'essai comme une forme de combat ».

Il serait présomptueux, arrogant et même un peu stupide de la part d'une autrice de croire qu'elle peut changer le monde avec ses écrits mais il serait pitoyable qu'elle ne s'y essaie pas.

Avant de vous quitter... je voudrais juste vous dire ceci : ce prix est assorti d'une somme d'argent importante. Cette somme ne m'est pas destinée. Elle sera partagée avec les très nombreux militants, journalistes, avocats et cinéastes incroyablement courageux qui continuent, pratiquement sans aucune ressource, à s'opposer à ce régime. Quelle que soit la gravité de la situation, sachez qu'une immense résistance existe.

Je vous remercie.

Arundhati Roy, 45^e Prix Européen de l'Essai pour l'ensemble de son oeuvre à l'occasion de la traduction en français de son dernier essai *Azadi. Liberté, fascisme, fiction* (Paris, Gallimard, 2021, traduction Irène Margit)

Lausanne, le 12 septembre 2023

Traduction Laurent-Manuel Lefort